

## **DD<sup>2</sup> – La fracture numérique au second degré**

Ce projet de recherche s'intègre dans le programme "Société et avenir" de la Politique scientifique fédérale. Il s'agit d'un projet de deux ans (2008-2009), dont le rapport final sera remis en janvier 2010.

Le projet vise à comprendre la portée scientifique, les fondements empiriques et les enjeux sociétaux de la "fracture numérique au second degré", qui concerne les inégalités croissantes parmi les utilisateurs d'internet, au fur et à mesure que les écarts liés à l'accès à internet se réduisent. Le concept de fracture numérique au second degré est assez nouveau dans l'agenda de la recherche sociale concernant internet et ses implications politiques nécessitent une investigation en profondeur, ciblée sur le contexte belge.

L'objectif général est d'anticiper les tendances futures dans la différenciation sociale des usages d'internet, les risques d'inégalités sociales qui y sont liés, de même que les opportunités pour une amélioration de l'inclusion sociale. La proposition passera en revue les hypothèses et les questions de recherche dans ce domaine de recherche émergent, en les ciblant sur le contexte européen et la situation belge. Un matériau empirique original sera collecté à travers des interviews qualitatives, tandis que les résultats d'enquêtes existantes seront évalués sous l'angle de la fracture au second degré. Une analyse prospective identifiera les tendances futures et esquissera les scénarios qui pourraient conduire à un élargissement ou à une réduction de la fracture numérique au second degré. Les conclusions et les recommandations pour la politique se baseront sur ces analyses et scénarios.

La proposition est structurée en cinq "workpackages", qui mettent en œuvre des méthodologies spécifiques :

1. Rendre le concept de fracture numérique au second degré plus opérationnel du point de vue des tests empiriques et des implications politiques. Évaluation approfondie des hypothèses. Séminaire scientifique initial. Conception de lignes de conduite pratiques pour le travail empirique.
2. Collecte et analyse des données empiriques qualitatives. Interviews qualitatives individuelles approfondies, couvrant une large variété de "trajectoires d'usage", selon les opportunités et les besoins des individus, leurs ressources matérielles et cognitives, leur capital social, l'âge et le genre. Investigation des trajectoires d'usages dans six "domaines de pratiques" : l'apprentissage et la formation ; les loisirs et les jeux ; l'information sur la santé ; le rapport au marché du travail et au développement professionnel ; les pratiques de consommation ; les relations avec les administrations. Interviews de groupe avec des "facilitateurs internet". Séminaire de validation.

3. Analyse comparative et contextuelle. Confrontation de l'analyse qualitative avec des données quantitatives européennes et belges sur les usages. Suggestion d'indicateurs pour un étalonnage statistique de la fracture au second degré. Analyse des facteurs contextuels en Belgique (l'inclusion numérique en tant que composante d'une inclusion sociale plus large). Séminaire avec les acteurs concernés.
4. Tendances futures et scénarios. Identification des facteurs de changement et des tendances du point de vue des risques d'inégalités sociales et du potentiel d'inclusion sociale. Séminaire de validation.
5. Synthèse, conclusions, recommandations et dissémination finale.

La stratégie de dissémination repose sur des séminaires interactifs à chaque étape de la méthodologie, impliquant la plupart des acteurs concernés: la communauté scientifique, les facilitateurs internet, les décideurs politiques concernés, les acteurs du développement des services en ligne et les acteurs des politiques d'inclusion sociale. La présentation des résultats sera orientée vers les utilisateurs: rapport final prêt à publier, notes politiques, proposition d'une conférence après la fin du projet.

Le projet regarde au-delà des politiques actuelles visant à combler la fracture numérique au premier degré (inégalités d'accès) et explore les problèmes et les solutions qui se rapportent aux prochains stades dans la diffusion d'internet (différenciation des usages). L'anticipation des inégalités sociales émergentes liées aux usages d'internet est au cœur de la proposition. Les résultats attendus devraient alimenter le débat politique sur l'exclusion et l'inclusion numériques. Ils devraient aussi étayer des développements plus "inclusifs" dans les domaines du e-gouvernement, e-apprentissage, e-santé et autres e-services. La proposition vise à contribuer à plusieurs initiatives ou débats politiques, notamment le plan national contre la fracture numérique (2005-2009) ; les engagements de la Belgique dans le cadre de la "déclaration de Riga" de juin 2006 sur l'inclusion numérique ; le plan d'action i2010 de la Commission européenne.

*Responsables scientifiques du projet : Gérard Valenduc ([gvalenduc@ftu-namur.org](mailto:gvalenduc@ftu-namur.org)) et Patricia Vendramin ([pvendramin@ftu-namur.org](mailto:pvendramin@ftu-namur.org)), codirecteurs de l'ASBL Fondation Travail-Université, Namur.*